N° 1866 — 8e Année — CINQ CENTIMES — Samedi 9 Mai 1896

RÉDACTION & ADMINISTRATION : GRAND, 65, rue des Fabricants (près la place de Trichon) TOURCOING, rue VERTE, 56

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50 — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 6 francs — Un an, 24 francs

L'abonnement continue sauf avis contraire.

L'ÉCHO DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES . . . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES . . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS. . . . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . . 1 fr. 00 —

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 10.

Téléphone

TOURCOING

SCRUTIN DE BALLOTTAGE

CANDIDATS RÉPUBLICAINS

1 **V. Hassebroucq**, maire de Tourcoing.
2 **L. Diéval**, adjoint au maire.
3 **G. Barbarie**, conseiller d'arrondissem.
4 **C. De Lavalvre**, conseiller sortant.
5 **L. Salembier**, id.
6 **A. Duquenne**, id.
7 **C. Leplat**, id.
8 **L. Clerson**, conseiller prud'homme.
9 **F. Muller**, conseiller sortant.
10 **M. Cordier**, commerçant.
11 **R. Théry-Rasson**, conseiller sortant.
12 **Farvacque**, boucher (Blanc-Seau).
13 **A. Leveugle**, visiteur de pièces (Blanc-Seau).
14 **H. Loridant**, conseiller sortant.
15 **L. Despinoy**, id.
16 **Jules Ladesous**, tisserand.
17 **H. Masurel-Leclercq**, conseiller sort.
18 **V. Cocheteux**, contre-maître (Blanc-Seau).
19 **G. Dron**, député, conseiller sortant.
20 **F. Senélar-Montague**, adjoint au Maire.
21 **Masure-Six**, conseiller général, adjoint au Maire.
22 **E. Lecomte**, employé.
23 **H. Honoré-Colson**, conseiller sortant.
24 **J. Tack**, conseiller sortant.
25 **Flament** (Vertou), négociant.
26 **E. Destombes**, conseiller sortant.
27 **H. Coppin**, marchand de beurre.
28 **L. Grau**, conseiller sortant.
29 **L. D'hal-Descy**, conseiller sortant.
30 **H. Lefèvre**, boulanger (Croix-Rouge).
31 **Henri Dumortier**, cordonnier.
32 **G. Glorieux**, conseiller sortant.
33 **P. Delvoye**, mécanicien.
34 **E. Lemaire**, conseiller sortant.
35 **C. Loridan**, commerçant (Croix-Rouge)?
36 **A. Demouveaux**, conseiller sortant.

EPURATION
administrative

Il paraît que le nouveau ministère va apporter de sérieuses réformes dans l'administration que personne ne nous envie, pas même la principauté de Monaco.

L'annonce de cette mesure n'est pas pour nous déplaire, mais nous voudrions bien que sous prétexte de réformes, on n'aille pas mettre à la porte des fonctionnaires républicains, pour les remplacer par d'autres appartenant au parti réactionnaire.

On nous promet des hécatombes, afin de réaliser des économies. Voilà qui est bien, et sur ce chapitre, daignez, de grâce! monsieur le ministre, tourner les yeux vers les fonctionnaires du ministère de la marine.

En en déposant les trois quarts sur le pallasson du vestibule, on n'aura encore épuré qu'incomplétement.

Le ministère de la marine n'est du reste, qu'un des compartiments des écuries d'Augias, mais dans le coin fumier, les arsenaux de nos ports de guerre, occupent une place d'honneur.

Là, tout ce que la routine, le parti-pris, la mauvaise volonté tenace ont pu réaliser, se trouve réuni.

Il me souvient qu'en 1888, à l'inauguration d'un monument élevé à la mémoire d'un poète breton, Briseux, je crois, j'eus l'occasion de visiter l'arsenal de Lorient, en compagnie d'un curieux de mon genre, mais d'un fort cran au-dessus de moi, dans la hiérarchie politique.

Mon compagnon de visite qui me connaissait très peu et que je connaissais beaucoup, était M. de Marcère, ancien ministre et toujours sénateur.

En visitant les ateliers de construction, nous pûmes constater que ce n'était ni par un zèle excessif, ni par une activité désordonnée que se distinguait le personnel de l'endroit.

Ainsi, pour river un boulon — le fait me frappa et j'en ai conservé le souvenir très vif — sept personnes étaient *occupées* (?).

Un ouvrier avait un pied sur une des extrémités de la barre, un second pesait de tout son poids sur l'autre bout. Le troisième rivait, un quatrième tenait un marteau, un cinquième fumait, prêt à donner son concours dévoué à ses camarades; deux fonctionnaires observaient gravement et suivaient avec attention tous les détails de cette opération capitale.

A sept, ils faisaient bien la moitié de la besogne d'un seul et la présence d'étrangers les troublaient si peu que le riveur, après un effort qui dût faire tourner la vis sur elle-même, s'arrêta et s'épongeant le front dit :

— Il fait bien soif ici!

— Pour sûr, répondirent les collègues.

Et tout le monde s'en alla, laissant le boulon en plan, pendant que les deux fonctionnaires prenaient fébrilement des notes, afin de constater sans doute qu'un tour de vis avait été donné à la troisième heure de l'après-midi.

En interrogeant un officier de marine, je pus avoir quelques renseignements.

— Que voulez-vous! me dit-il. On case à l'arsenal tous les protégés des fonctionnaires des bureaux. Il y a ici quinze fois trop de personnel, mais cela n'est rien à côté de ce qui se passe dans les bureaux mêmes.

Là, il y a toujours dix employés qui font de la littérature ou qui dorment, pendant que deux de leurs collègues semblent travailler.

Et remarquez-le bien, les dix qui dorment sont infiniment moins néfastes que les deux autres, car ceux-ci font généralement une besogne tout à fait inutile, quand elle n'est pas absolument mauvaise.

Les ministres peuvent se succéder et les derniers nommés donner des ordres contradictoires à ceux de leurs prédécesseurs, personne, à la marine, ne s'en préoccupe, Sainte Routine règne en maîtresse souveraine si ce n'est pas un ministre qui pourra jamais troubler le recueillement d'un rond-de-cuir, ou lui faire changer ses habitudes paisibles.

Ici, l'inertie des bureaux est traditionnelle.

On répond toujours oui, mais on ne fait jamais rien.

C'est l'usage de la maison.

Si M. Méline veut réformer l'administration, il a de ce côté un joli coup de balai à donner, mais le voudra-t-il et surtout le pourra-t-il?

Là est la question.

Ce n'est pas du reste dans cette seule direction qu'un effort énergique doit être tenté.

Depuis de longues années, la plupart des administrations importantes sont pourvues d'hommes n'ayant de sympathies pour la République que le 31 du mois, c'est-à-dire le jour où leurs émoluments leur sont payés.

Pendant les trente autres jours, ces fonctionnaires déblatèrent contre le parti républicain et se vantent même publiquement de leurs opinions réactionnaires.

Ceux-là, on les connaît vaguement et si le ministère veut les connaître tout à fait, la chose lui sera facile.

Mais peut-être hésitera-t-il à épurer, en présence de l'énorme brèche à faire dans le personnel de l'administration.

Quoiqu'il en soit, si M. le Président du Conseil veut réellement appliquer une politique d'économie aux services administratifs, qu'il taille surtout dans les fonctionnaires hostiles à la République.

Quant aux autres, fidèles et zélés serviteurs d'un régime, ils ont droit à la considération de leurs chefs et méritent des égards et des ménagements.

Taillez donc, M. Méline, dans la fraction du personnel administratif qui a su s'insinuer dans les rouages de la machine, mais laissez en repos les sincères amis de la démocratie.

Si vous voulez purger l'administration (et Dieu sait si elle en a besoin)! regardez d'abord quelle est la personnalité qui a fait entrer son protégé dans la maison de la République.

Une fois fixé sur le patronnage, vous serez fixé sur le protégé et vous pourrez jouer du balai en connaissance de cause.

E. LAGRILLIERE-BEAUCLERC.

L'ANGE GABRIEL

La Société des sciences psychiques de Paris s'est occupée, hier, de Mlle Couédon.

Une Commission avait été chargée d'examiner le cas. Le rapport de cette Commission passe en revue les témoignages qui peuvent être favorables ou défavorables à l'inspiration. « La lucidité de Mlle Couédon, le rapporteur, est intermittente. Celle-ci est sujette à de grosses erreurs, elle se met très souvent, comme on dit vulgairement, le doigt dans l'œil. Il lui arrive fréquemment de ne pouvoir répondre aux questions qui lui sont posées. »

A l'appui de ces dires, le rapporteur cite le témoignage d'une dame qui demandait à Mlle Couédon :

— Combien ai-je d'enfants?

Et l'ange Gabriel lui répondit dans son langage rythmé :

Je te vois bien entourée
Tu es bien partagée.

Impossible d'en tirer d'autres renseignements plus précis.

— Chaque fois qu'on veut la tromper, reprend M. Le Meinant, on y réussit infailliblement. Il est vrai qu'à cela Mlle Couédon réponde que « l'ange se tait quand on veut le tromper. »

Autre exemple :

— Tu as un enfant plein de vie, disait la voyante à un membre de la Commission.

Or, cet enfant est mort depuis deux ans.

Mais une « prophétesse » qui a soulevé les rires de l'assistance est celle-ci :

Un visiteur questionne Mlle Couédon sur une maladie dont il est atteint.

Et l'ange lui répond de sa voix suave :

Tu es constipé,
Il faut te soigner.

Il n'était pas sans intérêt de rechercher l'origine de l'état psychique de Mlle Couédon. C'est ce qu'a fait la commission. Mlle Couédon allait fréquemment autrefois chez une dame Orsat, qui prétend, elle aussi, être visitée par l'ange Gabriel et qui donnait des consultations à 50 centimes ou 1 fr. la séance.

— *Or, déclare le rapporteur, nous avons retrouvé chez Mme Orsat des circonstances absolument identiques qu'on retrouve chez Mlle Couédon, qui était une des familières de celle-là.* C'est en sortant d'une de ces séances que Mlle Couédon s'écria :

« Je voudrais devenir comme Mme Orsat ! »

— Et, ajoute le rapporteur, Mlle Couédon est dévouée comme Mme Orsat. »

Néanmoins, le rapport cite plusieurs cas favorables à l'inspiration, et qui tendraient à prouver que l'ange Gabriel met quelquefois dans le mille. Il constate que la voyante dit parfois des « vérités » et prédit des faits qui se sont réalisés.

— Malgré tous nos motifs de défiance, dit M. Le Meinant, nous reconnaissons qu'en plusieurs circonstances Mlle Couédon a donné des preuves de clairvoyance, lesquelles, dans les données actuelles de la science, ne peuvent être expliquées.

Conclusion : le point de départ du délire mystique de Mlle Couédon peut être le point de départ du délire de la persécution, lequel n'est autre qu'une des formes variées de la démence.

Nos Dépêches

Par Fil Téléphonique Spécial

Conseil de Cabinet

Paris, 7 mai. — Les ministres se sont réunis ce matin en conseil de cabinet au ministère de l'agriculture, sous la présidence de M. Méline. Le Conseil s'est occupé des affaires courantes.

Aux finances

M. Georges Cochery, ministre des finances, a été autorisé à adresser des instructions à l'inspection générale des finances pour que dans sa tournée annuelle, elle étudie les simplifications et les économies réalisables dans les diverses administrations publiques.

Cette étude s'étendra aux établissements et aux services dépendant des ministères de l'intérieur, de l'instruction publique, des travaux publics et du commerce.

Pour les autres ministères, des missions spéciales placées sous le contrôle et la direction des ministres compétents seront confiées à des inspecteurs des finances.

Les tarifs de transport

M. Turrel, ministre des travaux publics, a entretenu le conseil de l'homologation des tarifs de transport des denrées agricoles et des engrais, tarifs modifiés conformément aux réclamations de l'agriculture.

L'exposition de Rouen

Les ministres du commerce et de l'industrie ont été désignés pour représenter le gouvernement, le samedi 17 mai, à Rouen, à l'inauguration de l'exposition nationale et coloniale.

Révolte audacieuse

Enfin, les ministres ont pris connaissance d'une dépêche de Cayenne, annonçant que des condamnés transportés à la Montagne-d'Argent par la goélette *Detta*, se sont révoltés, ont pris la direction du bâtiment et ont débarqué au Vénézuela. L'équipage et le navire sont en sûreté à Démérara.

Une enquête est ouverte sur ces faits.

Mouvement diplomatique

Paris, 7 mai. — Il se confirme que M. Pouyalle n'ira pas à Rome en remplacement de M. Lefèbvre de Béhaine.

Le mouvement diplomatique sera signé la semaine prochaine.

Le Conseil supérieur de la guerre

Paris, 7 mai. — On sait que M. Cavaignac, pendant son passage au ministère de la guerre, a souvent pris des résolutions contraires à celles voulues par le *Conseil supérieur de la guerre* dont le général Billot faisait partie.

Celui-ci, par contre, songerait à augmenter les attributions de ce Conseil en même temps que sa composition. Il soumettra prochainement au Conseil des ministres un nouveau règlement modifiant le décret du 28 septembre 1892.

On dit que cette nouvelle organisation dont le principal but serait d'assurer la participation plus directe du Conseil supérieur de la guerre à la préparation des projets de loi intéressant l'armée, coïncidera avec la désignation de l'inspecteur d'armée qui succèdera au général Billot et d'un commandant de corps d'armée entrant au Conseil supérieur tout en conservant ses fonctions.

Le procès Rosseguier-Jaurès

Toulouse, 7 mai. — Le procès Rosseguier-Jaurès sera plaidé en appel le 26 mai devant la Cour de Toulouse.

M. Millerand présentera la défense de Jaurès. M. Goblet celle du journal la *Dépêche* et M. Vivianni celle de la *Petite République*.

Le Gouvernement général de l'Algérie

Paris, 7 mai. — Il est absolument inexact que le nouveau cabinet songe au remplacement de M. Cambon comme gouverneur général de l'Algérie.

Le gouvernement estime qu'il a besoin des services que rend M. Cambon à la tête de notre grande colonie algérienne et qu'il est le plus honorable gouverneur pour les questions qui doivent être débattues devant le Parlement. On sait qu'il y a notamment encore à l'ordre du jour de la Chambre des députés une interpellation de M. Fleury-Navarin sur l'organisation administrative de l'Algérie et une interpellation de M. Saint-Germain sur les agissements des méthodistes anglais en Algérie. Voilà mieux que M. Cambon n'est capable de donner les explications nécessaires.

Mais M. Méline parviendrait aussi à s'assurer le concours du groupe progressiste. Il pourrait dès lors s'appuyer sur une majorité entièrement républicaine et déjouer les manœuvres de la droite.

C'est à ce but que tendent tous les efforts des amis du cabinet qui ont pris l'initiative des négociations.

Un procès entre un romancier et son éditeur

Paris, 7 mai. — Aujourd'hui qui commence devant le tribunal de commerce de Paris les débats du procès intenté par le célèbre romancier Paul Bourget à son éditeur non moins célèbre, M. Alphonse Lemerre.

M. Lemerre s'était engagé vis-à-vis de M. Bourget à *établir contradictoirement leur compte et, de la balance* ainsi obtenue, il résultait qu'une somme de 45,000 francs environ était due à M. Bourget. Le représentant de celui-ci demanda, pour pouvoir procéder à la vérification du compte, communication des pièces comptables relatives au tirage et au brochage des romans de son client. M. Lemerre a refusé, déclarant qu'il avait produit toutes les justifications et qu'il ne convenait pas à sa dignité d'en faire d'autres.

M. Paul Bourget fait plaider que si l'éditeur se refuse à fournir les justifications demandées, c'est parce qu'il a été tiré et broché plus d'exemplaires que n'en reconnaît sur sa note, M. Lemerre.

Révolte de condamnés à bord

Une dépêche de Cayenne annonce que les condamnés à la relégation, qui étaient transportés à bord de la goélette *Detta*, se sont révoltés, ont fait prisonnier l'équipage, se sont emparés de la direction du navire et se sont rendus au Vénézuela, où ils ont débarqué, abandonnant l'équipage et le bâtiment.

Faits divers Télégraphiques

(De nos correspondants spéciaux)

ACCIDENT A UN DÉPUTÉ. — Senlis, 7 mai. — M. Jules Gaillard, député de Senlis, en descendant à terre en descendant du train, s'est fracturé la jambe droite. Il a été transporté au poste médical de la gare de Senlis, où on lui a donné les soins nécessaires.

UN BALLON DIRIGEABLE. — Berlin, 7 mai. — On va procéder incessamment à l'Exposition de Berlin à des expériences avec un nouveau ballon dirigeable, inventé par le docteur Wolfert. On espère arriver à des résultats meilleurs que tous ceux obtenus jusqu'à présent.

Nouvelles étrangères

Les Italiens en Afrique

La discussion devant le Parlement

Rome, 7 mai. — La Chambre italienne continue la discussion sur l'Afrique.

M. Arnaboldi, de la droite, critique la politique de M. Crispi. Il dit qu'il faut restreindre l'occupation, tout en restant dangereux d'abandonner Massaouah, qui serait immédiatement occupé par une autre puissance.

M. Franchetti, du centre, défend énergiquement le programme de colonisation dont il est l'auteur.

L'ancien ministère seul est responsable des désastres et ne savait ni ce qu'il faisait ni ce qu'il voulait.

L'orateur apprécie la politique de recueillement du nouveau cabinet.

M. Canzi, de la gauche, qui a toujours défendu M. Crispi, cause une vive impression en déclarant qu'il soutiendra M. di Rudinì, si celui-ci limite au minimum l'occupation en Afrique.

M. Sonnino, très écouté, estime que la paix est impossible tant que l'on n'aura pas relevé l'honneur du drapeau, assuré la libération des prisonniers et la solidité des frontières.

Il blâme la publication d'un certain nombre de documents dans le Livre vert et souhaite que la Chambre soit unanime à faciliter au ministère la conduite de la guerre et la délivrance des prisonniers.

Les crispiniens font un certain accueil à M. Sonnino.

M. Martini, de la gauche, ancien ministre de l'instruction publique dans le cabinet Giolitti, déclara qu'il proposera l'ordre du jour pur et simple. Il examine ensuite en détails les documents contenus dans le Livre vert. La principale responsabilité encourue par le ministère Crispi est de n'avoir pas, après Amba-Alaghi, demandé au Parlement les fonds réellement nécessaires pour continuer la guerre.

M. Fosta, au nom des socialistes, demande l'abandon complet de l'Afrique et la mise en accusation du ministère Crispi.

La séance est levée.

La situation de l'ennemi

Rome, 7 mai. — Une dépêche de Massaouah annonce que le sas Sebat s'est retiré à Adagamus, au sud d'Adigrat. Le roi Agorfafari est campé au nord-ouest de la place. Quant à Naugatia, son camp paraît être établi dans les plaines d'Hausen. Le ras Abila s'est avancé avec toutes ses forces vers les gorges de Caphargi, qui se trouvent à deux heures de marche au nord d'Adoua.

La libération d'Adigrat

Rome, 7 mai. — M. di Rudinì fera demain à la Chambre une déclaration sur la façon dont il entend résoudre la question d'Adigrat et la libération des prisonniers. Il est probable que les Italiens échangeront Adigrat contre les prisonniers de Négus.

Rome, 7 mai. — D'après la *Tribuna*, le ministère aurait télégraphié au général Baldissera de détruire les fortifications et de se retirer sur la ligne du Marek.

Un certain mystère continue à envelopper les événements militaires qui viennent de se passer autour d'Adigrat.

Il semble maintenant que la forteresse soit débloquée, bien qu'aucune dépêche officielle ne l'indique clairement. Le gouvernement fait démenti que le général Baldissera ait demandé la libération d'Adigrat soient le résultat d'une négociation avec Mangastia.

Mort du cardinal Galimberti

Rome, 7 mai. — Le cardinal Galimberti est mort cet après-midi à une heure vingt.

Une vive émotion règne au Vatican, ainsi que dans la ville et les cercles diplomatiques et politiques.

Le cardinal Galimberti, très dévoué au Saint-Siège et à la personne du Pape, était considéré comme un des éléments les plus modérés du Sacré-Collège. Le Pape est très affecté.

M. Jean de Bonnefon écrit dans le *Soir*, à propos de la mort du cardinal Galimberti :

Le cardinal Galimberti, qui était âgé de 59 ans, devait toute sa fortune politique à l'amitié du pape actuel. Sous Pie IX, il avait occupé les fonctions les plus modestes : tour à tour procureur, aumônier, majordome dans des familles dont il avait parfois trompé la confiance.

Léon XIII, malgré une réputation sérieuse, lui offrit la chaire d'histoire à l'Apollinaire.

Après avoir quitté ce poste, M. Galimberti fut des missions secrètes de Vienne à Berlin.

Dans ce dernier poste, il s'assura les sympathies de la maison impériale.

En même temps, il fondait le *Moniteur de Rome*, journal chargé, de préparer l'opinion du pape et devenait sous-secrétaire d'Etat. Il quitta la presse pour être nonce à Vienne.

Les relations avec l'empereur d'Autriche furent des plus tendues et le prélat abandonna son poste avant l'heure pour recevoir le chapeau.

Avant de se tenir dans la politique allemande, Galimberti avait essayé de s'attacher à la France. Il avait collaboré au *Journal de Rome* et l'on peut affirmer qu'une question d'argent l'avait seule jeté dans les bras de nos adversaires.

Il avait espéré que pour s'assurer son concours la France n'hésiterait pas à payer quelques dettes gênantes.

Les démarches du prélat restèrent sans résultat chez nous. Mais, il fut plus heureux à Berlin et il se dévoua aux intérêts de ceux qui avaient sauvé sa situation matérielle.

Les affaires du Transvaal

Londres, 7 mai. — On télégraphie de Buluwayo : « Une colonne, commandée par le colonel Napier, partira samedi pour Zoels à la rencontre de M. Cecil Rhodes et des troupes qu'il amène de Salisbury. La présence et celle des 300 hommes avec deux canons qui l'accompagnent est uniquement attendue. »

Le *Globe* dit ce soir : « Au moment de mettre sous presse, un télégramme de notre correspondant de Buluwayo nous apprend que les rapports sont très tendus entre l'administration et la population mais, jusqu'à présent, nous n'avons reçu aucun détail sur les causes de cette situation.

Londres, 7 mai. — Les directeurs de la *Chartered Company* ont tenu aujourd'hui deux réunions. On affirme que M. Chamberlain n'a pas encore communiqué avec M. Cecil Rhodes, par la raison que le ministre des colonies se trouvait déjà complètement mais non officiellement informé de la participation prise par M. Rhodes aux affaires du Transwaal en général. C'est M. Rhodes lui-même qui pendant son court passage en Angleterre, avait mis M. Chamberlain au courant de la situation et lui avait fait connaître les télégrammes chiffrés.

Maintenant quelle explication M. Cecil Rhodes a-t-il donnée de sa conduite? C'est là ce qu'on ignore. Toutefois, ceux qui sont en position pour être bien informés affirment que M. Rhodes n'a rien caché à M. Chamberlain.

LES DÉLÉGUÉS DE GUILLAUME
au couronnement du Czar

Berlin, 7 mai. — L'empereur Guillaume vient de décider que cinq lieutenants appartenant aux régiments de la garde prussienne seraient détachés à l'ambassade d'Allemagne à Saint-Pétersbourg, pendant toute la durée des fêtes du couronnement.

Les officiers désignés pour cette mission sont le comte de Radolin, le comte de Lynar, le prince de Solms-Hohenlohe-Lich, les comtes de Bismarck-Bohlen et de Bernbach.

Le comte de Munster à Berlin

Berlin, 7 mai. — Le comte de Munster, ambassadeur d'Allemagne à Paris, qui a pris un congé de quelques jours qu'il compte passer dans sa propriété de Hanovre, est venu hier à Berlin où il a eu une longue et importante conférence avec le prince de Hohenlohe, chancelier de l'Empire.

Le comte de Munster sera reçu par l'Empereur dès son retour à Berlin.

L'Angleterre et la France

Londres, 7 mai. — On dirait qu'à Londres on cherche à se rapprocher de la France. A peine rentré de Paris à son poste, le baron de Courcel l'ambassadeur de la République, a eu une entrevue avec Lord Salisbury et a dîné chez le prince de Galles. D'autre part, l'attaché militaire de l'ambassade de France, M. Pontavice de Heussey, se trouvait au nombre des invités de la reine, à Windsor.

Comment les journaux turcs ont annoncé la mort du Shah

Constantinople, 7 mai. — Les journaux de Constantinople n'ont pas annoncé l'assassinat du Shah de Perse. Ordre, en effet, leur a été donné par la censure ottomane de dissimuler la nouvelle et de publier seulement la note suivante communiquée par le palais :

« Samedi à midi et demi nous est parvenue la nouvelle du décès de Sa Majesté le Shah de Perse. L'ambassadeur avait reçu la douloureuse annonce le vendredi soir, à 9 heures, sans aucun détail sur le caractère de la catastrophe. Ce n'est qu'à minuit qu'un télégramme plus circonstancié est arrivé à l'ambassade, disant que le souverain était allé faire une promenade dans le jardin de la mosquée, s'était senti mal et était mort subitement ».

Les Turcs seront bien renseignés comme vous voyez sur les motifs de la mort du shah de Perse. Mais le Sultan, par cette rédaction trompeuse, a voulu éviter que l'assassin du Shah ne trouvât des imitateurs en Turquie.

LA BELGIQUE
UNE BANDE D'ASSASSINS

Bruxelles, 7 mai. — A mesure que l'enquête sur l'assassinat de la baronne Herry se poursuit, le magistrat instructeur découvre de nouveaux méfaits à la charge de l'ancien officier de paix Courtois. C'est ainsi qu'il est arrivé à mettre au compte de la bande dont Courtais était le chef, les crimes suivants : 1. escroquerie de 3000 fr. au préjudice de M. Coutzen, teinturier à Bruxelles ; 2. vol de bijoux chez M. le comte de Flandre ; 3. vol à l'hospice des aveugles ; 4. crime de la rue de l'empereur ; 5. assassinat d'une dame anglaise et de ses deux enfants (crime du canal); 6. assassinat de la baronne Herry.

Ce qui est établi c'est que Alexandre Courtois était réellement le chef d'une bande dont les principaux membres étaient : Adolphe Courtois, son frère, ancien inspecteur de police ; Mestiaux ; le cabaretier Suret et Duvos dont la femme est morte subitement en regressant l'arrestation de Courtois. Tous les cinq ont été arrêtés.

On a arrêté, en outre, la maîtresse de Mestiaux.

LES GRÈVES

A ROUBAIX

A la filature Mille

Une délégation des grévistes s'est présentée hier matin à la filature Mille ou elle a été reçue par les patrons. L'entrevue n'a abouti à aucun résultat.

Cependant on croit à une reprise assez importante pour ce matin.

A TOURCOING

Aux grèves déjà existantes est venue s'ajouter hier la cessation du travail par 275 tisserands sur 455 de l'établissement Bayard-Parent, rue Fin-de-la-Guerre.

Ils réclament deux centimes d'augmentation sur les prix du métre sur tous les articles à l'exception des serges sur lesquels ils réclament trois centimes. C'est environ 30 0/0 du salaire actuel.

Ils réclament en outre la réduction à onze heures, de la journée de travail et l'arrêt à cinq heures le lundi.

Les ouvriers qui ont quitté à 2 heures, sont venus vers 4 h. 1/2 s'entretenir avec les ouvriers de l'autre établissement situé rue Desurmont.

La grève de chez M. François Masurel frères, à Franc, continue pour les 195 ouvriers. Hier, les conducteurs de métiers ont pu faire marcher quelques métiers.

La préparation marche.

Dans une entrevue qui eut lieu avant-hier entre les patrons et quatre délégués, l'accord s'était fait ; mais les délégués qui avaient signé cet accord revinrent dire que leurs camarades n'acceptaient pas.

Continuation des grèves chez MM. Paul Jonglas, Pollet et fils, Albert Pollet, Roubaisien-Tourcoing, Vandenberghe, Malfait-Desurmont. Dans quelques-unes de ces filatures, un certain nombre de bâcleurs sont cependant rentrés.

Au tissage Toulemonde, la grève continue également. Les ouvriers demandent le renvoi de l'ouvrier qui a eu une discussion avec le congédié.

A HALLUIN

Chez M. Lepoutre, tissage, les 60 ouvrières continuent la grève.

Ils formulent une demande d'augmentation de salaire, et la réintégration d'ouvriers congédiés.

Chronique électorale

LILLE

AUX ÉLECTEURS

Électeurs,

Nous avions pensé pouvoir grouper sous le drapeau républicain tous les hommes de progrès décidés à repousser à la fois les folles conceptions du collectivisme et les aspirations rétrogrades des pseudo-libéraux.

L'événement d'hier a trompé notre attente.

Les modérés se sont inféodés à la réaction.

Les radicaux passent au socialisme.

Dans ces conditions notre rôle est fini !

Il ne nous reste plus qu'à nous retirer en faisant des vœux ardents pour que nos concitoyens n'aient pas à déplorer l'aveuglement de ceux de leurs amis qui se sont jetés dans les partis extrêmes.

Une pareille attitude, si elle se généralisait, courberait bientôt la France sous la tyrannie du nombre ou sous la tyrannie d'un seul.

En abandonnant momentanément la lutte nous adressons nos remerciments patriotiques aux sept mille fidèles qui en nous apportant leurs suffrages, ont montré qu'ils ne désespéraient pas de la République.

Alhant, Barbe, Basquin, Bergues, Bouchery, Boutry A., Buisine, Cannissié, Casse, Cliquennois-Paque, Combemale, Cramette, Deplanque, Dewas Léon, Devos, Dubois A., Gavelle, Leclercq Albert, Leclercq Art., Legrand-Géry, Lother, Nigeon, Rajat, Roche, Thuillier, Vallas, Violette, Willay.

Candidats de la Concentration Républicaine.

La situation électorale est maintenant précisée.

Nous avons publié hier les noms des candidats en présence et indiqué les modifications subies par chacune des deux listes.

Les huit candidats éliminés par le « Comité de l'Union républicaine lilloise » sont : MM. Bernard-Wallaert, Charles Bernhardt, Crombez-Leclercq, Defontaine-Deroubaix, Raymond Delannoy, docteur Hochstetter, Paul Kestner et Rollet.

Tous ces candidats appartenaient au groupe de l'*Echo du Nord*, à l'exception de M. Charles Bernhard, qui appartenait au groupe de la *Dépêche*.

***

Le *Réveil du Nord* continue sa campagne contre nos amis, et notamment contre M. Géry Legrand et même contre M. Basquin, qui est depuis quelque temps très souffrant. On n'a jamais vu s'acharner de façon si haineuse après des vaincus.

Le journal socialiste, dont les habitudes d'in-